

Le cinéma marocain et arabe

« L'évolution du documentaire a été poussée par les printemps arabes. Beaucoup de réalisateurs ont pris conscience qu'ils pouvaient désormais faire connaître ce qui était en train de se passer dans leurs pays. »

ENTRETIEN avec *Ahmed Boughaba* par *Elisabetta Ciuccarelli*

Ahmed Boughaba, journaliste et critique cinématographique marocain, a été directeur de plusieurs ciné-clubs pendant les années soixante-dix. Aujourd'hui, il est commissaire des Rencontres internationales du film documentaire de Fès. AFKAR/IDEES l'a interviewé à l'occasion de sa participation au Festival du cinéma arabe et méditerranéen de la Catalogne à Barcelone (3-8 novembre 2015) et a fait un état des lieux du cinéma marocain et arabe. Boughaba a souligné l'influence négative de la télévision dans la manière de faire du cinéma aujourd'hui, les difficultés du cinéma de fiction arabe, l'extraordinaire développement du documentaire ainsi que la nécessité de trouver d'autres manières de transmettre une certaine culture cinématographique aux jeunes.

AFKAR/IDEES : *Quel est l'« état de santé » du cinéma marocain contemporain et, plus généralement, des cinémas arabes ?*

AHMED BOUGHABA : Le Maroc est dans l'avant-scène des cinémas arabes. Un pays comme l'Algérie, qui a eu une Palme d'Or en 1975 et qui avait un « cinéma d'État », ou comme la Tunisie, qui dans les années quatre-vingt avait un cinéma très important, traversent beaucoup de difficultés. La même chose se passe dans les cinémas du Proche-Orient, surtout avec les problèmes politiques actuels. En revanche, le Maroc dispose maintenant d'une politique d'État qui nous per-

met d'arriver à produire entre 20 et 25 films par an, parfois même 27. C'est à-dire qu'on arrive au niveau de l'Égypte, qui, aujourd'hui, ne dépasse pas les 30 films. L'Égypte était un pays de cinéma, avec plus d'un siècle d'histoire cinématographique, fait surtout beaucoup de télé et cela est directement relié avec le fait que son cinéma s'est détérioré.

A/1 : *Selon vous, pourquoi le cinéma égyptien s'est-il détérioré jusqu'à son niveau actuel ?*

A.B. : Les problèmes commencent quand Anwar Sadat signe l'accord avec Israël. Beaucoup d'États arabes ont décidé de boycotter l'Égypte, et, au même moment, les pays du Golfe sont entrés dans la production égyptienne. Cela a fait qu'ils ont imposé leurs dictats et leur vision du cinéma, qui est devenu presque de la télévision : un cinéma banal, peu créatif, très commercial, très « propre » et avec des visions réellement réactionnaires. Par contre, nous constatons qu'aujourd'hui en Égypte, comme dans les autres pays arabes, il y a un vrai développement du cinéma documentaire.

A/1 : *En ce qui concerne le niveau et la qualité, est-ce que vous voyez un décalage entre le cinéma de fiction et le cinéma documentaire ? Si oui, quelle en est la cause ?*

A.B. : Oui, il y a vraiment un grand décalage entre les deux. Maintenant,

dans les pays arabes, le cinéma de fiction – à part quelques films – est plutôt télévisuel : ce sont plutôt des téléfilms que des films. Le documentaire a commencé à évoluer quand, auparavant, il était délaissé. Il y avait des bons films documentaires, mais ils n'étaient pas vraiment pris en considération. Même maintenant, les films documentaires ne passent jamais dans les salles de cinéma : ils passent dans les circuits des festivals ou des ciné-clubs ou à la fin à la télévision. L'évolution du documentaire a été poussée par les *printemps arabes*. En effet, à ce moment-là, beaucoup de réalisateurs ont pris conscience de ce que permet le documentaire : avec tout ce qu'ils avaient filmé en Tunisie, en Lybie, en Égypte, en Syrie et même au Maroc, ils pouvaient désormais faire connaître ce qui était en train de se passer dans leurs pays. Ce qui me touche vraiment, c'est qu'on peut dire que l'on a une nouvelle génération de réalisateurs de documentaires et que parmi eux, nombreuses sont les femmes.

Il ne faut pas oublier que la technologie a permis d'aider les nouveaux réalisateurs : il suffit d'un réalisateur intelligent, cultivé, avec une vision, et il peut filmer et monter de très beaux films. En revanche, la fiction demande des fonds, un budget, des acteurs, des autorisations de tournage. Par exemple, beaucoup de documentaires ont été filmés sans autorisation.

A/1 : *Est-ce qu'il y a un leitmotiv, que ce soit du point de vue des contenus ou de la mise en scène cinématographique,*

Le cinéma de fiction arabe est un cinéma plutôt télévisuel : ce sont des téléfilms

qui unit la production du cinéma documentaire marocain contemporain ?

A.B. : En ce qui concerne les thématiques, la plupart des films documentaires marocains contemporains s'intéressent aux années de plomb. La télévision joue un rôle très important car le public fait le lien entre le documentaire et la télévision. Au Maroc, jusqu'il y a trois ans, il était impossible de voir un documentaire, même à la télévision : il y avait un parti pris sur le documentaire qui le considérait comme quelque chose de très politique et politisé. Il faut ajouter que nous n'avons pas une histoire du cinéma documentaire comme en Palestine, au Liban ou en Syrie. En jouant un rôle central, la télé a imposé sa ligne éditoriale et ses dictats aux réalisateurs, qui ont fini par s'aligner avec la chaîne qui les finance. Résultat, on est toujours conservateurs, superficiels, on ne va jamais au fond des choses. Al Jazeera Documentaire a créé cette notion de documentaire, ils ont produit des centaines de films en créant une sorte de plateforme que tout le monde suit. Et il faut tenir compte que tous les réalisateurs ne sont pas des militants, beaucoup d'entre eux acceptent la ligne éditoriale de la chaîne.

A/1 : *Quelles sont les différences entre la production cinématographique contemporaine et celle qui l'a précédée ?*

A.B. : Sûrement la relation avec la censure. Avant, il n'y avait pas de libertés, les réalisateurs des années soixante-dix étaient toujours en train de s'autocensurer, d'esquiver la censure avec des choses très culturelles, très intel-



Ahmed Boughaba lors de l'inauguration du Festival du Cinéma arabe et méditerranéen de la Catalogne. 3 novembre 2015./JORDI TARRÉS

lectuelles, très personnelles, que le public ne comprenait pas toujours. Après, il y a eu une période de transition pendant laquelle les réalisateurs ont osé critiquer la société, sans s'attaquer au système toutefois. Le film *Zéro* de Nour Eddine Lakhmari, *L'amour violé* de Aziz Salmy, ont même osé recréer des dialogues de rue. Par contre, comme je l'ai déjà dit, le problème dans le cinéma marocain actuel réside dans le fait que la plupart des réalisateurs sont jeunes et influencés par la télévision. On voit leurs films, mais on dirait que ce n'est pas du cinéma. Il devrait y avoir des différences entre le cinéma et la télévision, même si les techniques aujourd'hui se ressemblent et que l'on peut filmer avec la même caméra aussi bien pour la télé que pour le cinéma. Or, la vision cinématographique est différente de celle de la télé, et elle doit être différente de celle de la télé. De plus, beaucoup ont découvert que les

films qui marchent sont les films comiques qui ne sont pas vraiment – à part quelques-uns – des films portant un message critique, et que grâce à la technique, ils peuvent faire des films à l'américaine, des films policiers.

A/1 : *Au-delà de la présence des films arabes dans les festivals dédiés spécifiquement à cette région, pourquoi est-il si difficile qu'un film arabe puisse entrer dans la sélection officielle des grands festivals internationaux ou dans les circuits cinématographiques européens ?*

A.B. : Cela actuellement est impossible. L'Algérie a eu une Palme d'Or en 1975, mais en général, dans les grands festivals internationaux, les films marocains et arabes participent à des sections parallèles. Les grands festivals sont très exigeants et nous ne sommes pas encore arrivés

Il n'y a pas de circulation interarabe, même pour les films maghrébins coproduits

à faire des films parfaits, donc il est difficile pour nous de nous imposer. Nous ne sommes pas arrivés à disposer d'un cinéma fort comme, par exemple, celui de la Corée du Sud ou de la Pologne, parce qu'il nous faut les moyens, il nous faut des réalisateurs qui soient des intellectuels, il nous faut des grands acteurs. Dans le monde arabe, nous n'avons pas une grande histoire dans la production de films, nous avons seulement l'Égypte et, dans une moindre mesure, le Liban. L'industrie et la culture cinématographiques sont assez nouvelles chez nous.

En outre, on ne nous donne pas la possibilité de faire de marketing, parce que le cinéma est aussi une question de marketing.

A/1 : Quel genre de relation l'industrie cinématographique marocaine maintient-elle avec celles des autres pays arabes ? Au-delà de la présence du cinéma égyptien, quelle est la situation en ce qui concerne la circulation interarabe des films ?

A.B. : Aucune ! Il n'y a pas de circulation interarabe, même pour les films maghrébins coproduits ! J'ai la possibilité de voir beaucoup de films arabes parce que je voyage et je participe aux festivals internationaux. Or, il y a des problèmes politiques à ce niveau, vous dites « monde arabe », mais nous disons « les mondes arabes » : on est toujours en conflit. Aussi, la télévision ne joue pas son rôle de rapprochement car elle ne diffuse jamais les films produits dans les autres pays arabes, exception faite des films égyptiens.

A/1 : À l'image de l'Europe, au Maroc également on déplore la réduction du

nombre de salles cinématographiques. Quelle est la situation réelle à la fois dans les villes et à l'extérieur des grands circuits urbains comme Rabat ou Casablanca ? Quel est le rôle des organisations comme les ciné-clubs ?

A.B. : À vrai dire, il y a 10 ans au Maroc, il y avait 280 salles, maintenant nous arrivons seulement à 36 salles, mais on dit qu'on a 48 écrans, en prenant en compte les cinémas multi-salles. Il y a ceux qui croient que les multi-salles seraient la solution au Maroc parce que, disent-ils, le public aurait le choix, mais cela n'est pas vrai. Le cinéma Gaumont à Paris, par exemple, dispose de 30 salles, mais la majorité projette des films américains. Beni Mellal, Nador, Larache, Agadir sont des grandes villes, mais elles n'ont pas de salles de cinéma et à Rabat nous en avons seulement quatre. Ne parlons même pas des petites villes !

Les ciné-clubs ont besoin d'une autre façon de travailler. Aujourd'hui les nouvelles générations ont le téléchargement et des chaînes de télé qui proposent 24h/24h des films. Pour cette raison, les ciné-clubs doivent rechercher un nouveau moyen de transmettre la culture cinématographique. En premier lieu, il faut travailler avec les jeunes dans les écoles et dans les lycées. De plus, quand on présente un film, nous ne pouvons pas le faire à la manière des années soixante-dix, c'est-à-dire en donnant des informations sur le réalisateur et sur le film au public, présenter le film, le projeter et après organiser un débat. Il faudrait pouvoir analyser le film en profondeur plus que par le passé, tout en sachant que la technologie nous permet d'arrêter, de voir et revoir certains passages. Il faudrait faire une sorte de classe de cinéma avec les participants. La mé-

thode ancienne ne marche plus avec les jeunes générations. Pour les intéresser, il faut former des animateurs qui sachent comment attirer toute leur attention avant la projection du film.

A/1 : Au travers le Centre cinématographique marocain (CCM), au cours des dernières années, le gouvernement marocain est devenu l'un des plus grands, sinon le plus grand producteur de films dans le pays. Comment évaluez-vous ce protagonisme ?

A.B. : Après l'indépendance, le CCM s'intéressait surtout à la production étrangère et travaillait pour attirer les grandes productions étrangères. À partir des années quatre-vingt, l'État, à travers le CCM, a commencé à aider la production cinématographique, en assumant un rôle toujours plus important. Aujourd'hui, je soutiens que l'on n'a pas de producteurs professionnels, mais des « exécutants » de production. En effet, si jamais l'État était en crise et décidait de mettre un terme à ses subventions, nous n'aurions plus de productions et nous pourrions nous retrouver dans la même situation que la Tunisie, qui, dans les années quatre-vingt était au top, et qui aujourd'hui se trouve en difficulté.

A/1 : Quelle est actuellement la faiblesse la plus importante, et le plus grand défi, pour le cinéma marocain et pour les cinémas arabes ? Dans quels aspects faut-il travailler davantage ?

A.B. : La chose la plus importante maintenant selon moi est que nous avons besoin de réalisateurs qui soient des cinéastes et des intellectuels. ■